

L'École internationale de droit nucléaire

S. Kus*

L'École internationale de droit nucléaire a été créée en 2000 par l'Agence de l'OCDE pour l'énergie nucléaire et l'Université de Montpellier 1. Elle bénéficie du soutien de l'Association internationale de droit nucléaire (AIDN) et de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Cette école dispense un enseignement de grande qualité célèbre pour ses cours intensifs, ses intervenants professionnels ainsi qu'un juste équilibre entre l'enseignement théorique et la pratique. Au cours des sept dernières années, l'École internationale de droit nucléaire a accueilli près de 400 participants de 78 pays.

L'AEN attribue des bourses à certains étudiants méritants de ses pays membres pour leur permettre de suivre cet enseignement. L'AIEA accorde également des bourses universitaires à des représentants de ses propres pays membres. Ces dispositions assurent une large représentation des différents pays avec la pluralité de points de vue, d'expériences et de parcours juridiques que cela suppose. Les étudiants sont majoritairement mais pas en totalité des juristes. Cette diversité est bienvenue, l'interdisciplinarité dans les classes contribuant au dialogue et à l'apprentissage mutuel des juristes, scientifiques et économistes, par exemple.

Le programme

Chaque session de l'École internationale de droit nucléaire dure 15 jours. Les cours sont donnés exclusivement en anglais. Des études de cas, des travaux de groupe et des débats viennent compléter les cours.

Les participants ont la possibilité de postuler pour un diplôme d'université en droit international attribué en fonction des évaluations effectuées pendant le cycle d'enseignement, complétées par un examen à rendre au bout d'une dizaine de jours et par un

mémoire sur un sujet de droit nucléaire international. Ces diplômes valent 12 crédits ECTS (Système européen de transfert d'unités de valeurs).

Thèmes traités à l'École internationale de droit nucléaire

Le droit international régissant les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire est abordé de façon large étant donné son originalité et ses particularités. Les efforts consentis par la communauté internationale pour harmoniser les législations et réglementations nationales, notamment après l'accident de Tchernobyl, sont au centre du programme d'enseignement. Une autre particularité de ce droit relève des origines militaires de l'énergie nucléaire qui ont conduit à la mise en place d'un régime spécial de contrôles et de restrictions du commerce international de matières nucléaires pour éviter la prolifération des matières nucléaires utilisées à des fins non pacifiques. De surcroît, le droit de l'énergie nucléaire doit évoluer constamment pour s'adapter aux progrès technologiques et changements politiques et mieux maîtriser les risques liés à l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Les organisateurs et enseignants de l'école abordent par conséquent l'un des sujets les plus complexes, les plus difficiles et les plus sensibles de la sphère du droit.

L'enseignement commence par des exposés sur les diverses organisations internationales sous les auspices desquelles a été institué le cadre juridique international. L'Agence de l'OCDE pour l'énergie nucléaire (AEN), l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et la Communauté européenne de l'énergie atomique (EURATOM) sont représentées par des spécialistes qui décrivent l'histoire, les statuts, la structure, les compétences et principaux objectifs de ces organisations. Le cadre juridique international régissant les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire fait ensuite l'objet de plusieurs conférences. Y sont abordés les sujets suivants :

* Mlle Selma Kus (selma.kus@oecd.org) travaille dans la Section des affaires juridiques de l'AEN.

- **sûreté nucléaire** (Convention sur la sûreté nucléaire, Convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire et Convention sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique) ;
- **non-prolifération et protection physique** (Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, Convention sur la protection physique des armes nucléaires, système de garanties de l'AIEA, protection physique et trafic illicite de matières nucléaires) ;
- **gestion des déchets radioactifs** (Convention commune sur la sûreté de la gestion du combustible usé et sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs, transposition en droit national de la Convention commune) ;
- **protection radiologique** (Normes fondamentales internationales, recommandations de la Commission internationale de protection radiologique, Système européen d'échange d'informations en cas d'urgence radiologique (ECURIE), exercices internationaux d'intervention en cas d'urgence nucléaire (INEX), philosophie et principes directeurs de la radioprotection) ;
- **sûreté des transports** (droit international régissant la sûreté et la sécurité des transports de substances nucléaires et radioactives) ;
- **échanges de matières nucléaires** (règles d'EURATOM, règles d'échange de matières nucléaires et leurs relations avec les règles générales du commerce et de la concurrence) ;
- **responsabilité civile et indemnisation des dommages nucléaires** (Convention de Paris sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, Convention complémentaire de Bruxelles, Convention de Vienne relative à la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires, la Convention sur la réparation complémentaire des dommages nucléaires, Protocole commun relatif à l'application de la Convention de Vienne et de la Convention de Paris, assurance responsabilité civile).

Le caractère interdisciplinaire du droit de l'énergie nucléaire ressort des conférences et débats consacrés aussi bien aux aspects éthiques, juridiques et financiers de la gestion des déchets radioactifs et du combustible usé, qu'à l'économie de l'énergie nucléaire et à des questions techniques (avec l'aide de vidéos pour les transports de matières radioactives et le cycle du combustible nucléaire). La session de clôture de l'École internationale de droit nucléaire est réservée à des allocutions d'intervenants invités sur des sujets d'actualité.

Septième session de l'École internationale de droit nucléaire

La septième session de l'École internationale de droit nucléaire s'est tenue du 27 août au 7 septembre 2007 à Montpellier, en France. Elle a réuni 60 personnes de 35 pays et des représentants de la Commission européenne. Vingt-trois conférenciers ont balayé tout l'éventail des sujets de droit nucléaire international au cours de 35 présentations, toutes suivies de débats. Les participants ont échangé leurs expériences et débattu librement des grands problèmes à résoudre dans leur système juridique national. Dans ce sens, l'objectif que s'est fixée l'École internationale de droit nucléaire, à savoir de communiquer et d'échanger des expériences, a été parfaitement atteint. Les conférences ont suscité des débats approfondis et passionnants révélant toute la complexité et les aspects controversés du droit nucléaire. Les cours consacrés à la non-prolifération, à l'économie de l'énergie, à la responsabilité civile et la réparation des dommages nucléaires, au cadre juridique mis en place contre le terrorisme sont particulièrement révélateurs de la vigilance des spécialistes du droit nucléaire et de leur créativité lorsqu'il s'agit de mettre en place un cadre juridique à la fois juste et fiable.

Il a été impossible cette année de proposer aux participants la visite technique d'une installation nucléaire qui avait été organisée les années précédentes. Pour remplacer cette visite, Jean-Louis Tison de l'ANDRA, l'Agence française de gestion des déchets radioactifs, a proposé une séance d'information sur le cycle du combustible nucléaire comportant une introduction générale et un panorama complet de la gestion des déchets radioactifs en France.

La session de clôture de l'école a vu M. Walter Gehr évoquer « Le régime juridique mondial contre le terrorisme nucléaire » et M. Pierre Goldschmidt, « L'autorité de la loi, la politique et la non-prolifération ».

Conclusions

L'École internationale de droit nucléaire réunit divers conférenciers et orateurs issus des organismes de réglementation, des organisations internationales, des universités, de l'industrie et des établissements de recherche. En plus de leur formation universitaire, les participants peuvent bénéficier des services d'un réseau d'experts et participer à un échange de savoirs qui les préparera à leurs futurs engagements.

L'École internationale de droit nucléaire est un établissement reconnu dans la communauté nucléaire internationale et peut être très enrichissante pour les étudiants et les jeunes professionnels qui envisagent de se lancer dans le droit nucléaire. ■